

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 621

10 mars 2014

SOMMAIRE

Accelya International S.A.	29778	Païperlek Investments	29805
ALTIS Fund	29786	Panis, Sàrl	29805
Atlantas Sicav	29763	Phoenix Manufacturing and Trading A.G.	29808
BR Artemis S.à r.l. SICAR	29802	Pimas-Umbrella SICAV	29764
Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch	29762	P.M.L. S.A.	29804
Capale S.A.	29764	Portrea S.A.	29808
CONREN Fortune	29767	Prima	29769
DECATHLON International Shareholding Plan S.C.A.	29766	Proauto S.à r.l.	29805
DZPB Concept	29770	Providance Music S.A.	29808
DZPB Portfolio	29777	Pure Concept Investment Fund SICAV SIF	29789
DZPB Rendite	29770	Schlossberg S.à r.l.	29807
DZPB Vario	29777	Schrainer Wierkstat S.à r.l.	29807
Eligo Fund	29791	SEB FS Fund Solutions	29791
EPF Acquisition Co 1 S.à r.l.	29804	Siena Investments S.A.	29806
FCRE 1 S.à r.l.	29803	SITA Spf S.A.	29806
GREI, General Real Estate Investments S.A.	29768	SIT MOBILE Luxembourg	29806
HPPD S.A. SICAV-SIF	29791	SMI Groupe S.à r.l.	29806
Internos S.à r.l.	29786	SportFitness Connection Sàrl	29804
Kapital Konzept	29769	Surface Holding S.A.	29764
Kapital Konzept	29769	Swisscanto (LU) Sicav II	29765
Karlix S.A.	29762	SYSTEMAT Luxembourg PSF S.A.	29808
Loco Asset Management S.à r.l.	29770	Tempus Investments S.à r.l.	29807
LRI Depositary S.A.	29777	T&F Tax and Finance S.A.	29807
Lysis S.A.	29766	Valauchanrus Sopaneer S.C.A.	29768
MGP Artemis S.à r.l. SICAR	29802	Valauchan Sopaneer International S.C.A.	29767
Novalex Gestion S.à r.l.	29804	Valauris Investments S.A.	29768
Oceanis S.A.	29804	Valsuper Unigret International S.C.A. ...	29769
Pah West Europe 2 Sàrl	29805	WMP I Sicav	29762

Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch, Société Anonyme.

Siège social: L-9214 Diekirch, 1, rue de la Brasserie.
R.C.S. Luxembourg B 96.275.

Les porteurs de parts sociales de la société sont invités à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra 1, rue de la Brasserie à Diekirch, le mercredi 26 mars 2014 à 17.00 heures.

Ordre du jour:

1. Communication des rapports du Conseil d'administration et du réviseur d'entreprise sur l'exercice 2013
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013
3. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprise
4. Nominations statutaires
5. Nomination d'un réviseur d'entreprise pour la vérification des comptes sociaux de l'exercice 2014
6. Divers

Les porteurs de parts sociales qui désirent assister à l'Assemblée Générale ou s'y faire représenter, sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts, en déposant leurs titres cinq jours avant l'Assemblée, soit au siège social situé 1, rue de la Brasserie à Diekirch, soit dans une banque de la place, contre récépissé valant carte d'entrée.

Les procurations devront être adressées au Conseil d'Administration cinq jours avant l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014025067/21.

Karlix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 32.887.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 26 mars 2014 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Démission du Commissaire aux comptes en place et décharge,
- Nomination d'un Commissaire aux comptes en remplacement du Commissaire aux comptes démissionnaire.

Pour pouvoir assister à ladite Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur devront présenter leurs certificats d'actions ou un certificat de blocage bancaire.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014035124/755/15.

WMP I Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 174.466.

Die Aktionäre der WMP I SICAV (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen (die "Generalversammlung"), welche am 26. März 2014 um 14:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Genehmigung des geprüften Jahresabschlusses für das am 31. Oktober 2013 endende Geschäftsjahr;
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Ergebnisses;
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates;
4. Verlängerung der Mandate der folgenden Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015:
 - Herr Stephan Blohm, berufsansässig in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville;
 - Frau Ina Mangelsdorf-Wallner, berufsansässig in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville;
 - Herr Claus Bering, berufsansässig in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville;

5. Prolongation des Mandats des zugelassenen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé), Deloitte Audit S.à r.l., mit Sitz in L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, mit Sitz in L-2520 Luxembourg, bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015;
6. Vergütung des Verwaltungsrates;
7. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung erfordern kein Quorum und werden durch die anwesenden oder vertretenen Aktionäre mit einfacher Mehrheit der Stimmen gefasst.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft von der Heydt Invest SA, 304, route de Thionville, L-5884 Hesperange, per Post oder per Fax +352 2021 1433 39, eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz der Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder zur Teilnahme und Abstimmung befugte Aktionär darf sich vertreten lassen.

Für die Anforderung entsprechender Vertretungsvollmachten oder bei Fragen im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Versammlung wenden Sie sich bitte an info@vdhi.lu.

Hesperange, im März 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014034378/34.

Atlantas Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 33.188.

Le conseil d'administration de la Société a l'honneur de vous convoquer à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social de la Société à Luxembourg, le 27 mars 2014 à 14h30, avec l'Ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte rendu d'activité du conseil d'administration pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.
2. Rapport du réviseur d'entreprises agréé pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.
3. Adoption des comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.
4. Accumulation du résultat de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 de tous les compartiments de la Société.
5. Décharge aux administrateurs pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.
6. Nomination, pour une période se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015, des administrateurs suivants:
Madame Diane de Galard Terraube, administrateur et président du conseil d'administration
Monsieur Thierry Schaffhauser, administrateur
Monsieur Geoffroy Linard de Guertechin, administrateur
Monsieur Guy Verhoustraeten, administrateur
Monsieur Philippe Visconti, administrateur
Monsieur Edward de Burlet, administrateur
7. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé.
8. Divers.

Les actionnaires sont informés qu'aucun quorum n'est requis pour cette assemblée et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées.

Chaque action a un droit de vote.

Tout actionnaire peut voter par mandataire. A cette fin, des procurations sont disponibles au siège social de la Société et seront envoyées aux actionnaires sur demande.

Afin d'être valables, les procurations dûment signées par les actionnaires devront être envoyées au siège social de la Société afin d'être reçues le jour précédant l'assemblée à 17 heures au plus tard.

Les propriétaires d'actions au porteur, désirant participer à cette assemblée, devront déposer leurs actions cinq jours ouvrables avant l'assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires désireux d'obtenir le rapport annuel révisé au 31 décembre 2013 peuvent s'adresser au siège social de la Société.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014035123/755/38.

Capale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 57.276.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *28 mars 2014* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 30 septembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014035122/755/17.

Surface Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 36.727.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *28 mars 2014* à 15 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014035121/506/16.

Pimas-Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 143.368.

Die Aktionäre der PIMAS-Umbrella SICAV (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen (die "Generalversammlung"), welche am *26. März 2014* um 10:30 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Genehmigung des geprüften Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr;
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Ergebnisses;
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates;
4. Verlängerung der Mandate der folgenden Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015:
 - Herr Dr. Rainer Konrad, berufsansässig in CH-9008 St. Gallen, Schoeckstrasse 44;
 - Frau Ina Mangelsdorf-Wallner, berufsansässig in L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville;
 - Herr Mag. Erhard Tschmelitsch, berufsansässig in A-6991 Riezlem, Walserstraße 44
5. Verlängerung des Mandats des zugelassenen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé), KPMG Luxembourg S.à.r.l., Cabinet de révision agréé, mit Sitz in L-2520 Luxemburg, 9, Allée Scheffer, bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015;
6. Vergütung des Verwaltungsrates;
7. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung erfordern kein Quorum und werden durch die anwesenden oder vertretenen Aktionäre mit einfacher Mehrheit der Stimmen gefasst.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft von der Heydt Invest SA, 304, route de Thionville, L-5884 Hesperange, per Post oder per Fax +352 2021 1433 39, eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz der Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder zur Teilnahme und Abstimmung befugte Aktionär darf sich vertreten lassen.

Für die Anforderung entsprechender Vertretungsvollmachten oder bei Fragen im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Versammlung wenden Sie sich bitte an info@vdhi.lu.

Hesperange, im März 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014034379/34.

Swisscanto (LU) Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 113.208.

Die Aktionäre der Teilfonds

Swisscanto (LU) SICAV II Bond CH

Swisscanto (LU) SICAV II Bond EUR

Swisscanto (LU) SICAV II Bond USD

Swisscanto (LU) SICAV II Bond Medium Term CHF

Swisscanto (LU) SICAV II Bond Medium Term EUR

Swisscanto (LU) SICAV II Money Market CHF

Swisscanto (LU) SICAV II Money Market EUR

Swisscanto (LU) SICAV II Money Market USD

Swisscanto (LU) SICAV II Portfolio Yield (EUR)

Swisscanto (LU) SICAV II Portfolio Balanced (EUR)

und des SWISSCANTO (LU) SICAV II sind eingeladen, an der

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

teilzunehmen, welche in den Räumlichkeiten der RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, am 14. April 2014 um 9.00 Uhr mit folgenden Traktanden stattfinden wird:

Traktanden:

1. Beschlussfassung zur Überführung der Teilfonds von Swisscanto (LU) SICAV II wie folgt:

Übertragender Teilfonds	Übernehmender Teilfonds
Swisscanto (LU) SICAV II Bond CH	Swisscanto (LU) Bond Invest CHF
Swisscanto (LU) SICAV II Bond EUR	Swisscanto (LU) Bond Invest EUR
Swisscanto (LU) SICAV II Bond USD	Swisscanto (LU) Bond Invest USD
Swisscanto (LU) SICAV II Bond Medium Term CHF	Swisscanto (LU) Bond Invest Medium Term CHF
Swisscanto (LU) SICAV II Bond Medium Term EUR	Swisscanto (LU) Bond Invest Medium Term EUR
Swisscanto (LU) SICAV II Money Market CHF	Swisscanto (LU) Money Market Fund CHF
Swisscanto (LU) SICAV II Money Market EUR	Swisscanto (LU) Money Market Fund EUR
Swisscanto (LU) SICAV II Money Market USD	Swisscanto (LU) Money Market Fund USD
Swisscanto (LU) SICAV II Portfolio Yield (EUR)	Swisscanto (LU) Portfolio Fund Yield (EUR)
Swisscanto (LU) SICAV II Portfolio Balanced (EUR)	Swisscanto (LU) Portfolio Fund Balanced (EUR)
2. Beschlussfassung, diese Überführung mittels Zeichnung durch die übertragenden Teilfonds von Anteilen am jeweiligen übernehmenden Teilfonds durchzuführen;
3. Beschlussfassung, die übertragenden Teilfonds anschliessend zu liquidieren, und einen Sachliquidationserlös in Form von einer entsprechenden Anzahl Anteile am jeweils übernehmenden Teilfonds mit demselben Wert auszuschütten;
4. Beschlussfassung, dass die Zustimmungen der Aktionäre, den Liquidationserlös statt in bar in Form der neuen Anteile zu erhalten, als erteilt gelten, wenn diese von ihrem Recht, die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen, keinen Gebrauch machen;
5. Beschlussfassung, den Verwaltungsrat mit der Durchführung der Überführung der Teilfonds in die entsprechenden Teilfonds zu beauftragen;
6. Beschlussfassung, die Gesellschaft Swisscanto (LU) SICAV II sowie den verbleibenden Teilfonds Swisscanto (LU) SICAV II Portfolio Investor nach Abschluss der Überführung der in Ziffer 1 erwähnten Teilfonds zu liquidieren.
7. Sonstiges.

Die Aktionäre sind befugt, selbst an der ausserordentlichen Hauptversammlung teilzunehmen oder sich mittels Vollmacht vertreten zu lassen. Sie werden gebeten, dies mindestens 5 Tage im Voraus der Gesellschaft oder dem Vertreter mitzuteilen.

Ergänzende Erläuterungen

Es handelt sich um die Einberufung einer zweiten Hauptversammlung, welche nach Artikel 67-1 (2) Satz 3 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften unabhängig von dem vertretenen Anteil des Gesellschaftskapitals beschlussfähig ist. Die Beschlüsse der Hauptversammlung erfordern also kein Quorum und die Hälfte des Grundkapitals muss nicht vertreten sein. Sie können nur mit mindestens zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre rechtswirksam gefasst werden.

Die Überführungen dienen dazu, die formelle Qualifikation als UCITS konforme Teilfonds zu erlangen (Teil I des Gesetzes vom 17.12.2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen und der Richtlinie 2009/65/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, "UCITS Richtlinie"). Die Vermögensverwaltung fand schon bisher in Übereinstimmung mit den Vorgaben der UCITS Richtlinie statt und soll sich nach der Überführung in der Praxis nicht grundsätzlich ändern, so dass keine materielle Änderungen in der Anlagepolitik vorgenommen werden.

Der Verkaufsprospekt und die Vertragsbedingungen der Umbrellas SWISSCANTO (LU) BOND INVEST, SWISSCANTO (LU) MONEY MARKET FUND und SWISSCANTO (LU) PORTFOLIO FUND sowie die wesentlichen Kundeninformationen in ihrer gültigen Fassung können kostenlos bei der Swisscanto Asset Management International S.A., 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg und der Swisscanto Asset Management AG, Nordring 4, Postfach 730, 3000 Bern 25 (Vertreterin in der Schweiz) bezogen werden.

In Luxemburg:

RBC Investor Services Bank S.A

Vertreter in der Schweiz:

Swisscanto Asset Management AG

Référence de publication: 2014035125/755/70.

Lysis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.267.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *10 mars 2014* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014025769/795/15.

DECATHLON International Shareholding Plan S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 118.164.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra au siège social à Luxembourg le mercredi *19 mars 2014* à 14.00 heures et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Rapports de la Gérance, du Conseil de Surveillance et du Réviseur d'Entreprises relatifs à l'exercice social clos au 31 décembre 2013.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à accorder à la gérance, aux membres du conseil de surveillance ainsi qu'au réviseur d'entreprises pour l'exercice de leur mandat respectif.

5. Renouvellement des mandats des membres du Conseil de Surveillance.
6. Programme de motivation des salariés et mandataires sociaux du groupe.
7. Divers.

Le gérant commandité.

Référence de publication: 2014027541/607/21.

Valauchan Sopaneer International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 52.454.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le **19 mars 2014** à 14:00 heures dans les bureaux du Cabinet MARSCH, au 74 rue de Merl, à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la tenue de l'assemblée générale statutaire en date du 19 mars 2014 au lieu de la date fixée par l'article 15 des statuts;
2. Rapport de gestion de la Gérance;
3. Rapport du Conseil de Surveillance et du réviseur externe;
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
5. Affectation des résultats;
6. Décharge à la Gérance quant à l'exercice sous revue;
7. Décharge au Conseil de Surveillance quant à l'exercice sous revue;
8. Nominations statutaires;
9. Nomination du réviseur externe;
10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014033157/795/23.

CONREN Fortune, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 79.471.

Gemäß Art. 11 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum **19. März 2014** um 16.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2013 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, daß die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Dies sollte vorab per Fax (+ 352 221522- 500) oder Email (d_FundSetUpOpam@oppenheim.lu), gefolgt durch die Übersendung der Originale erfolgen. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im März 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014033511/1999/26.

Valauris Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 83.977.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 18 mars 2014 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011, 2012 et 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014026405/696/18.

GREI, General Real Estate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 90.261.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 20 mars 2014 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014032037/755/18.

Valaucharus Sopaneer S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 140.847.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 19 mars 2014 à 15:00 heures dans les bureaux du Cabinet MARSCH, au 74 rue de Merl, à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la tenue de l'assemblée générale statutaire en date du 19 mars 2014 au lieu de la date fixée par l'article 15 des statuts;
2. Rapport de gestion de la Gérance;
3. Rapport du Conseil de Surveillance et du réviseur externe;
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
5. Affectation des résultats;
6. Décharge à la Gérance quant à l'exercice sous revue;
7. Décharge au Conseil de Surveillance quant à l'exercice sous revue;
8. Nominations statutaires;
9. Nomination du réviseur externe;

10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014033047/795/23.

Valsuper Unigret International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 63.940.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *19 mars 2014* à 16 :00 heures dans les bureaux du Cabinet MARSCH, au 74 rue de Merl, à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la tenue de l'assemblée générale statutaire en date du 19 mars 2014 au lieu de la date fixée par l'article 15 des statuts;
2. Rapport de gestion de la Gérance;
3. Rapport du Conseil de Surveillance et du réviseur externe;
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
5. Affectation des résultats;
6. Décharge à la Gérance quant à l'exercice sous revue;
7. Décharge au Conseil de Surveillance quant à l'exercice sous revue;
8. Nominations statutaires;
9. Nomination du réviseur externe;
10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014033098/795/23.

Kapital Konzept, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 1^{er} février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2014.

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014001619/10.

(140000373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Prima, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 18 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2014.

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014022170/10.

(140026746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2014.

Kapital Konzept, Fonds Commun de Placement.

RECTIFICATIF

Rectificatif du règlement de gestion du 2 janvier 2014, déposé le 3 janvier 2014, N° L140000373, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2014.

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014014808/11.

(140016917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

DZPB Rendite, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 18 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014022784/10.

(140027422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

DZPB Concept, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 18 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014022785/10.

(140027423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

Loco Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 184.139.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth of January.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy Luxembourg.

There appeared:

- Mr Wedig von GAUDECKER, born at Kolberg (Poland), on September 02, 1940, residing in Strada del Rondonico 93, CH-6612 Ascona, Switzerland,

here represented by Mr Bertrand GOURDAIN, private employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal,

and

- SterWen BAM SA, a public limited company (société anonyme) duly incorporated under the laws of Switzerland, with registered office at 18 rue du Marché, CH-1204 Geneva, Switzerland, number N° féd. CH-660.0.085.009-7,

here represented by Mr Bertrand GOURDAIN, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, initialled ne varietur by the representative of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as aforementioned, acting in their here above stated capacity, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they declare organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owners of the shares created hereafter and all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée or S.à r.l.) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation under the name of "LOCO ASSET Management S.à r.l." (hereinafter the «Company»). Partners of the Company are liable up to their respective share capital contribution.

Art. 2. The Company shall act as general partner (associé gérant commandité) of "LOCO SIF" (the "SICAV-SIF"), a Luxembourg investment company with variable capital-specialised investment fund governed by Luxembourg laws and incorporated under the legal form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions).

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the SICAV-SIF.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly with all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of managers. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of managers.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The Company's share capital is set at fifty thousand euros (EUR 50,000.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 6. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least. The shares to be subscribed shall be offered preferably to the existing partners, in proportion to the share in the capital represented by their shares.

Art. 7. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 8. The Company's shares are freely transferable among partners. Inter vivos, they may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

The sale price for the shares will be agreed between the transferor and the transferee or determined by an independent expert designated by such parties.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 10. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by several managers, who do not need to be partners. In dealings with third parties, the managers have the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the sole partner or, as the case may be, by the general meeting of partners which shall (i) name him/them as Manager and (ii) determine his/their remuneration and term of office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause by the sole partner or, as the case may be, by the general meeting of partners.

The Company is managed by a board of managers, composed at all times of at least three (3) members, designated par the sole partner or, as the case may be, by the general meeting of partners.

The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of two Managers.

However, the Company will be validly bound by the sole signature of each manager for the acts relating to its daily management, i.e. not exceeding the amount of EUR 20.000.-(twenty thousand euros).

Art. 12. A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting. The board of managers may choose from

among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least three (3) business days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers, are present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if one has been appointed or, in his absence, by the vice-chairman, or by the joint signature the Managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, if one has been appointed or by the joint signature of the Managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 16. The board of managers may establish one or several internal committees and shall determine their composition, as well as their detailed tasks, and remunerations.

D. Decisions of the Sole Partner - Collective decisions of the Partners

Art. 17. Each partner may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Except a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. As the case may be, the sole partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year begins on the first (1st) of January and ends on the thirtieth (31) of December of the same year.

Art. 21. Each year on the thirty-first (31) of December, the accounts are closed and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners. The balance is available for distribution by the general meeting of partners. The board of managers may distribute interim dividends to the extent sufficient funds are available therefore.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the said parties, represented as aforementioned, declare to subscribe for all the shares, as follows:

Shareholders	Shares	Amount in EUR
a) M. Wedig von GAUDECKER	450 (four hundred and fifty)	45,000.-
b) SterWen BAM SA	50 (fifty)	5,000.-
Total	500	50,000.-

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of fifty thousand euros (EUR 50,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary by a bank certificate.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first (31) December 2014.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately are estimated to be approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions

The above named persons, representing the entire subscribed capital have immediately proceeded to pass the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

2. The following persons are appointed, for an unlimited period:

- Manager of the Company: M. Hervé BURGER, born at Belfort (France), on August 7, 1959, residing in 38, Kohlenberg L-1870 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

- Manager of the Company: M. François DELALANDE, born at Paris (France), on December 12, 1960, residing in 6, Chemin des Voirons, CH-1224 Chêne-Bougeries, Switzerland

- Manager of the Company: M. Wedig von GAUDECKER, prenamed,

- Manager of the Company: M. Bertrand GOURDAIN, born at Gouvieux (France) on April 21, 1973 residing professionally in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

- Manager of the Company: M. Murad IKHTIAR, born at Damas (Syria) on August 26, 1961, residing professionally in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the representative of the appearing persons, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- Monsieur Wedig von GAUDECKER, né à Kolberg (Pologne), le 2 septembre 1940, demeurant Strada del Rondonicò 93, CH-6612 Ascona, Suisse,

ici représenté par Monsieur Bertrand GOURDAIN, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,
et

- SterWen BAM SA, une société anonyme, constituée sous la loi suisse, avec siège social à 18 rue du Marché, CH-1204 Genève, Suisse, N° féd. CH-660.0.085.009-7,

ici représentée par Monsieur Bertrand GOURDAIN, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le représentant des comparants et le notaire, sont jointes au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Lesdits comparants, représentés comme indiqué ci-avant, demandent au notaire instrumentant de recevoir l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer, ainsi que les statuts qui sont exposés ci-après:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège social

Art. 1^{er}. Il est créé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts de la Société par la suite une société à responsabilité limitée (S.à r.l.) régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts, sous la dénomination «LOCO ASSET Management S.à r.l.» (ci-après la «Société»). Les associés ne sont tenus des dettes de la Société qu'à concurrence de leur apport respectif au capital social.

Art. 2. La Société agira en qualité d'associé gérant commandité de "LOCO SIF" (the "SICAV-SIF"), une société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé régi par les lois luxembourgeoises et constituée sous la forme légale d'une société en commandite par actions.

La Société accomplira toutes les activités liées à son statut d'associé gérant commandité de la SICAV-SIF.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec toutes les matières décrites ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est sis à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le conseil de gérance, peut décider la constitution de succursales, de filiales et d'autres bureaux situés dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. Le siège social peut être transféré au sein de la même municipalité par simple résolution du conseil de gérance.

Si le conseil de gérance, estime que des événements politiques ou militaires extraordinaires intervenus ou imminents sont de nature à gêner le déroulement normal des activités de la Société là où la Société a son siège social, ou à entraver les communications entre le siège social et des personnes se trouvant à l'étranger, le siège social peut être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la disparition complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires seront sans effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant ce transfert temporaire, restera une société de droit luxembourgeois.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital de la Société est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000.-) représenté par cinq cents (500) parts d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra être modifié à tout moment par décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts à souscrire seront proposées prioritairement aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital représenté par leurs parts sociales.

Art. 7. La Société ne reconnaît qu'un seul détenteur par part. Les copropriétaires indivis désigneront un représentant unique qui les représentera auprès de la Société.

Art. 8. Les parts de la Société sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des nouveaux associés que sous réserve de l'accord des autres associés, donné en assemblée générale à la majorité des trois quarts du capital social.

Le cédant et le cessionnaire conviendront du prix de transfert des parts. Celui-ci pourra également être déterminé par un expert indépendant désigné par les parties.

En cas de décès, les parts de l'associé décédé ne peuvent être cédées à de nouveaux associés qu'avec l'accord des autres associés, donné en assemblée générale, à la majorité des trois quarts du capital social. Toutefois, cet accord n'est pas requis si les parts sont cédées aux ascendants ou aux descendants du conjoint survivant.

Art. 9. Le décès, la privation des droits civiques, la faillite ou l'insolvabilité d'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 10. Les créanciers, les cessionnaires ou les héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens ou les documents de la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un conseil de gérance composé de plusieurs gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés. Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus larges pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser toutes opérations compatibles avec l'objet de la Société. Les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui (i) le(s) nomme en tant que Gérant et (ii) fixe sa/leur rémunération et la durée de son/leur mandat. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, sans motif particulier.

La Société est dirigée par un conseil de gérance composé à tout moment d'au moins trois (3) Gérants nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés.

La Société est liée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux Gérants.

Cependant, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant, pour les actes relatifs à sa gestion journalière, i.e. n'excédant pas EUR 20.000.-(vingt mille euros).

Art. 12. Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Si un président a été désigné, il présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance. Le conseil de gérance désigne, le cas échéant, un vice-président. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'est pas nécessairement un gérant, qui sera chargé de la rédaction des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. Les séances du conseil de gérance se tiennent au siège social de la Société, sauf indication contraire dans l'avis de convocation.

Les gérants doivent être convoqués par écrit à toute séance du conseil de gérance avec un préavis d'au moins trois (3) jours ouvrables sur la date prévue pour la séance, sauf urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence seront indiquées sur l'avis. Il peut être renoncé à cet avis par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale n'est pas nécessaire pour convoquer un conseil de gérance à une heure et en un lieu qui avaient été fixés par une résolution antérieure adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis n'est requis si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à la séance du conseil de gérance ou pour approuver une résolution consignée par écrit et approuvée et signée par tous les membres du conseil de gérance.

Un gérant peut intervenir à une séance du conseil de gérance par le biais d'un autre gérant qu'il nomme en qualité de mandataire par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Un gérant peut participer à une séance du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à la séance de s'entendre les unes les autres. La participation à une séance par le biais de ces moyens équivaut une participation en personne.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire, les membres exprimant leur accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble des circulaires constituera le procès-verbal faisant preuve de la résolution.

Art. 13. Le procès-verbal d'une séance du conseil de gérance est signé par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné ou, en son absence, par le vice-président, ou par la signature conjointe de l'un des Gérants. Les copies ou les extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou dans d'autres circonstances doivent être signés par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné ou par la signature conjointe de l'un des Gérants ou encore par la personne désignée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 14. Le décès ou la démission d'un gérant pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants n'encourent, en raison de leur fonction, aucune responsabilité personnelle au titre des engagements pris régulièrement au nom de la Société. En leur qualité de mandataires ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. Le conseil de gérance peut établir un ou plusieurs comités internes et détermine leur composition ainsi que leurs tâches spécifiques et la rémunération de ses membres.

D. Décisions de l'Associé Unique - Décisions collectives des Associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quelque soit le du nombre de parts qu'il détient. Chaque associé a un nombre de voix égale au nombre de parts qu'il détient ou qu'il représente.

Art. 18. A moins qu'une majorité plus importante soit requise en vertu des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des associés détenant plus de la moitié du capital social.

La modification des statuts exige l'accord des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Le cas échéant, l'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés, conformément aux dispositions de la Section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle qu'amendée.

E. Exercice fiscal - Comptes annuels - Distribution des profits

Art. 20. L'exercice de la Société commence le premier janvier (1^{er}) et s'achève le trente et un décembre (31) de la même année.

Art. 21. Les comptes sont arrêtés au trente et un (31) décembre de chaque année et le conseil de gérance prépare un inventaire présentant une estimation de la valeur de l'actif et du passif de la Société. Chaque associé peut vérifier l'inventaire et le bilan au siège de la Société.

Art. 22. Cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société est affecté à la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde peut être affecté librement par les associés. Le solde peut être affecté à la distribution par l'assemblée générale des associés. Le conseil de gérance, peut distribuer un acompte sur dividende dans la mesure où des fonds suffisants existent.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne sont pas nécessairement des associés, nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur mandat et leurs honoraires. Sauf décision contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif après déduction du passif sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Toute question qui n'est pas régie par les présents statuts est régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ayant rédigé les statuts de la Société, déclarent souscrire toutes les parts sociales comme suit:

Associés	Parts	Montant en EUR
a) M. Wedig von GAUDECKER	450 (quatre cent cinquante)	45,000.-
b) SterWen BAM SA	50 (cinquante)	5,000.-
Total	500	50,000.-

Les parts ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par un certificat bancaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le trente et un (31) décembre 2014.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit supportés par la Société pour les besoins de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions

Les personnes susvisées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme régulièrement convoquées, ont adopté aussitôt les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

2. Sont nommés, pour une durée illimitée:

- Gérant de la Société: M. Hervé BURGER, né à Belfort (France), le 7 août 1959, demeurant \$ 38, Kohlenberg L-1870 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Gérant de la Société: M. François DELALANDE, né à Paris (France), le 12 décembre 1960, demeurant 6, Chemin des Voirons, CH-1224 Chêne-Bougeries, Switzerland
- Gérant de la Société: M. Wedig von GAUDECKER, prénommé,
- Gérant de la Société: M. Bertrand GOURDAIN, né à Gouvieux (France) le 21 avril 1973, demeurant professionnellement à 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
- Gérant de la Société: M. Murad IKHTIAR, né à Damas (Syrie) le 26 août 1961, demeurant professionnellement à 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que, à la demande des parties comparantes susvisées, le présent acte authentique est rédigé en anglais et suivi de sa traduction en français; en cas de divergence entre le texte en anglais et le texte en français, la version en anglais prévaudra.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. GOURDAIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 janvier 2014. Relation: LAC/2014/3852. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2014.

Référence de publication: 2014020934/366.

(140023469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2014.

DZPB Vario, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 18 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014022783/10.

(140027421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

DZPB Portfolio, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 18 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014024096/10.

(140029286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

LRI Depositary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 180.610.

*Auszug aus dem Beschluss des Aufsichtsrates vom 20. Februar 2014 der LRI Depositary S.A.
(die „Gesellschaft“) im schriftlichen Umlaufverfahren im Einklang mit Artikel 14 der Satzung der Gesellschaft*

Der Aufsichtsrat der Gesellschaft nimmt zur Kenntnis, dass Herr André Hoffmann als Vorstandsmitglied der Gesellschaft mit Wirkung zum 28. Februar 2014 von seinem Mandat zurückgetreten ist.

Der Aufsichtsrat der Gesellschaft ernennt Herrn Peter Gillert, geboren am 2. August 1968 in Saarlouis, beruflich ansässig in 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, mit Wirkung zum 1. März 2014 zum Vorstandsmitglied der Gesellschaft für eine Dauer von drei Jahren.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Référence de publication: 2014033772/15.

(140038092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

Accelya International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 184.090.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of the month of January.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Chequers Capital XV FCPR, a fonds commun de placement à risques, represented by its management company Chequers Partenaires, a French société anonyme, having its registered office at 48 bis, avenue Montaigne, 75008 Paris, registered with the commerce and companies registry of Paris (Registre du Commerce et des Sociétés) under number 350 505 335, represented by Me Elsa Idir, master at laws, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 23 January 2014.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms:

Art. 1. Form, name. There is hereby established among the owners of the shares a company in the form of a "société anonyme", under the name of "Accelya International S.A." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation as prescribed in Article 18 hereof.

Art. 3. Object. The object of the Company is to hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, including, to the extent permitted by law, in any direct or indirect parent company, or other business entities, acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise, of stock, bonds, debentures, notes, convertible loan notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and issue bonds, preferred equity certificates, whether convertible or not, warrants, notes and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise, including up stream or cross stream) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 5. Capital - Shares and share certificates. The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (€ 31,000) divided into thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (€ 1.00) per share.

Shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription may be delivered to the shareholders.

Transfers of shares shall be effected by delivering the certificate or certificates issued in relation to the shares to the Company along with an instrument of transfer satisfactory to the Company or by written declarations of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. Increase of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation, as prescribed in Article 18 hereof.

Art. 7. Meetings of shareholders - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. If and so long as the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Any shareholder may participate and vote in any meeting of shareholders by videoconference or by way of similar means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first December in each year at 15.00 (Luxembourg time) and for the first time in 2014.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of four members at least, being at least two class A director and two class B directors, who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period of maximum six years and shall hold office until their successors are elected. The directors shall be eligible for re-election.

Any director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 10. Procedures of meeting of the board. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or one class A director and one class B director acting together at the place indicated in the notice of meeting.

Meetings of the board of directors shall be held at least once per quarter and whenever required for the interest of the Company.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least eight (8) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, of each director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another director as his proxy. One director may represent one or more directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman of the board of directors shall have a casting vote in case of a draw.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph does not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 11. Minutes of meetings of the board. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by one class A director and one class B director acting together.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by one class A director and one class B director acting together.

Art. 12. Powers of the board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to any member or members of the board. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Binding signatures. The Company will be bound by the joint signature of a class A director and a class B director acting together. In any event the Company will be validly bound by the signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of directors or by one class A director and one class B director acting together.

Art. 14. Supervisory or approved statutory auditor. The operations of the Company shall be supervised by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) or a supervisory auditor (commissaire aux comptes) who need not be a shareholder. The approved statutory auditor or the supervisory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

The approved statutory auditor or the supervisory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 15. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st July of each year and shall terminate on 30 June of the following year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 30 June 2014.

Art. 16. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10 %) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 17. Dissolution and liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. Amendment of Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 19. Governing law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies as amended.

Subscription and payment

The shares have been subscribed in cash by Chequers Capital XV FCPR prenamed at total subscription price of thirty-one thousand Euros (€ 31,000).

The shares are fully paid up in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26, 26-3 and 26-5 of the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Sole shareholder resolutions

The sole shareholder has forthwith passed the following resolutions.

First resolution

Two classes of directors, namely class A directors and class B directors, are created. The following persons are named class A directors and class B directors of the Company (with the signature powers set forth in the articles of incorporation in the case of different classes of directors) for a term ending at the annual general meeting to be held in 2018:

Class A directors:

Name	Professional Address	Date of birth	City and country of birth
Anne-Claire Louvet Boutant	48bis, avenue Montaigne, F-75008 Paris	10/02/1966	Garenne-Colombes (France)
Stéphane Mulard	48bis, avenue Montaigne, F-75008 Paris	15/02/1972	Saint-Claude, (Guadeloupe, France)

Class B directors:

Name	Professional Address	Date of birth	City and country of birth
Christophe El Gammal	35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer (Grand Duchy of Luxembourg)	9/08/1967	Uccle (Belgium)
Patrick Santer	2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)	16/08/1970	Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)

Second resolution

Has been appointed approved statutory auditor: KPMG Luxembourg, with registered office in L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 149.133 until the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2015.

Third resolution

The registered office is fixed at 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Chequers Capital XV FCPR, un fonds commun de placement à risques, représenté par sa société de gestion Chequers Partenaires, une société anonyme de droit français, ayant son siège social au 48 bis, avenue Montaigne, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 350 505 335,

représenté par Me Elsa Idir, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration du 23 janvier 2014.

La procuration donnée, signée par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée à ce document pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a demandé au notaire d'acter comme suit les statuts d'une société qu'elle forme:

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. Il est par la présente établi, entre les actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de «Accelya International S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des statuts, conformément à l'article 18 ci-après.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, y inclus, dans la mesure permis par la loi, dans toutes société-mère directe ou indirecte, ou dans toute autre entreprise, acquérir par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement, d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute nature, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de certificats d'actions préférentiels, convertibles ou non, warrants, notes ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par le biais de prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autres, y compris up stream ou cross stream) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration. Il peut être créé, par décision du conseil d'administration, des succursales ou autres bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Capital - actions et certificats. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille Euro (€31.000) représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (€1,00) par action.

Les actions seront émises sous forme nominative.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable propriétaire de ces actions.

Des certificats confirmant ces inscriptions peuvent être remis aux actionnaires.

Les transferts d'Actions se feront par la délivrance d'un certificat ou de certificats émis en relation avec les actions à la Société accompagné d'un instrument de transfert satisfaisant pour la Société ou par des déclarations écrites de transfert inscrites au registre des actionnaires, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 6. Augmentation du capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des statuts, conformément à l'article 18 ci-après.

Art. 7. Assemblées des actionnaires - généralités. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en œuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société. Lorsque, et tant que, la Société compte un seul actionnaire, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des actionnaires.

Le quorum et le délai de convocation prévus par la loi régiront la convocation aux assemblées des actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts.

Chaque action a droit à une voix. Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée des actionnaires en déléguant une autre personne comme son représentant par écrit, télécopie, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, transmission électronique.

Tout actionnaire peut participer et voter à toute assemblée des actionnaires par visioconférence ou par un moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. La participation à, ou la tenue, d'une assemblée par ces moyens de communication équivaut à la participation en personne à une telle assemblée ou à la tenue d'une assemblée en personne.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises aux assemblées des actionnaires dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des présents et votants.

Le conseil d'administration pourra fixer toute autre condition que doivent remplir les actionnaires pour participer à une assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier décembre de chaque année à 15.00 (heure du Luxembourg) et pour la première fois en 2014.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de quatre membres au moins, à savoir au moins deux administrateurs de classe A et deux administrateurs de classe B, qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale pour une période maximum de six ans et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Les administrateurs sont éligibles à leur réélection.

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 10. Procédures des réunions du conseil. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et peut élire en son sein un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme responsabilités de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou d'un administrateur de classe A et un administrateur de classe B agissant ensemble, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Les réunions du conseil d'administration auront lieu au moins une fois par trimestre et autant de fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration désigneront un autre président pro tempore à la majorité des présents à de telles assemblées et réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins huit (8) jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex ou, à condition que l'authenticité peut en être établie, transmission électronique, de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration à laquelle tous les administrateurs sont présent ou représentés et ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour ainsi que pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, transmission électronique, un autre administrateur comme son représentant. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs administrateurs.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix décisive.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre et de communiquer les unes les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique uniquement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires, par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera le procès-verbal faisant foi de la décision intervenue.

Au cas où un administrateur ou agent de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autre qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur, fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur ou agent devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et ne pourra délibérer, ni prendre part au vote sur cette affaire; un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de tel administrateur ou agent à la prochaine assemblée des actionnaires. Cet alinéa n'est pas applicable lorsque les décisions du conseil d'administration concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président, ou, en son absence, par le président pro tempore qui aura assumé la présidence lors de cette réunion ou par un administrateur de classe A et un administrateur de classe B agissant ensemble.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire ou par un administrateur de classe A et un administrateur de classe B agissant ensemble.

Art. 12. Pouvoirs du conseil. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires à tous membres du conseil d'administration. Il peut également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B agissant ensemble. En tout état de cause, elle serait valablement engagée par la signature de toute(s) autre(s) personne(s) à qui des pouvoirs auront été spécialement délégués par le conseil d'administration ou par un administrateur de classe A et un administrateur de classe B agissant ensemble.

Art. 14. Commissaire aux comptes et réviseur d'entreprises agréé. Les opérations de la Société sont surveillées par un réviseur d'entreprises agréé ou commissaire aux comptes qui n'a pas besoin d'être actionnaire. Le réviseur d'entreprises agréé ou le commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires.

Le réviseur d'entreprises agréé ou le commissaire aux comptes en place peut être révoqué par les actionnaires à tout moment avec ou sans motif.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} juillet de chaque année et se terminera le 30 juin de l'année suivante, à l'exception du premier exercice social qui commence à la date de la constitution de la Société et prendra fin le 30 juin 2014.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des acomptes sur dividendes pourront être distribués, dans les conditions prévues par la loi, sur décision du conseil d'administration.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par le conseil d'administration et en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé pour une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle action, sera perdu pour celui-ci, et sera retourné à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Art. 17. Dissolution et liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires réglant cette dissolution qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 19. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites en espèces par Chequers Capital XV FCPR précitée à un prix total de souscription de trente et un mille euros (€ 31.000). Les actions ont été entièrement libérées en espèces, la preuve de tous ces paiements a été donnée, ainsi que le constate le notaire soussigné.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société à la suite de sa constitution sont estimés approximativement à EUR 1.500,-.

Constatations

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26, 26-3 and 26-5 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique a aussitôt pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Deux classes d'administrateurs, à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B, sont créées. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de classe A et administrateurs de classe B de la Société (avec les pouvoirs de signature prévus dans les statuts en cas d'administrateurs de classes différentes) pour une période se terminant lors de l'assemblée générale des actionnaires se tenant en 2018:

Administrateurs de classe A:

Nom	Adresse professionnelle	Date de naissance	Lieu de naissance
Anne-Claire Louvet Boutant	48bis, avenue Montaigne, F-75008 Paris	10/02/1966	Garenne-Colombes (France)
Stéphane Mulard	48bis, avenue Montaigne, F-75008 Paris	15/02/1972	Saint-Claude, (Guadeloupe, France)

Administrateurs de classe B:

Nom	Adresse professionnelle	Date de naissance	Lieu de naissance
Christophe El Gammal	35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer (Grand-Duché de Luxembourg)	9/08/1967	Uccle (Belgium)
Patrick Santer	2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)	16/08/1970	Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)

Deuxième résolution

A été nommé réviseur d'entreprises agréé: KPMG Luxembourg, ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B149.133 jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2015.

Troisième résolution

Le siège social est fixé au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. IDIR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 janvier 2014. Relation: LAC/2014/4570. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2014.

Référence de publication: 2014019997/453.

(140022844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2014.

ALTIS Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Koordinierte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014026389/9.

(140031136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Internos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.027.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 142.236.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Internos S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 142.236 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on October 3, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2600 dated October 24, 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, dated May 30, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1664 dated July 3, 2012.

There appeared:

Internos Global Investors Limited, a private limited liability company, incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office 65, Grosvenor Street, W1K 3JH London, United Kingdom, registered with companies registrar in England and Wales under number 05948858 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs. Fatiha Wagner, manager, with professional residence at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

which power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, was attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all of the eighteen thousand five hundred forty (18,540) shares, in registered form, having a nominal value of fifty euro (EUR 50) each, all subscribed and fully paid-up, representing the entirety of the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. waiver of convening notices;

2. increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000) in order to bring the said share capital from its current amount of nine hundred twenty-seven thousand euro (EUR 927,000) represented by eighteen thousand five hundred forty (18,540) shares, in registered form, having a nominal value of fifty euro (EUR 50) each, to an amount of one million twenty-seven thousand euro (EUR 1,027,000), by way of the issue of two thousand (2,000) new shares of the Company;

3. subscription for the new shares and payment of the share capital increase specified under item 2. above;

4. amendment to article 5.1. of the Articles in order to reflect the above;

5. amendment to the shareholder's register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the shareholder's register of the Company; and

6. miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000) in order to bring the said share capital from its current amount of nine hundred twenty-seven thousand euro (EUR 927,000), represented by eighteen thousand five hundred forty (18,540) shares, in registered form, having a nominal value of fifty euro (EUR 50) each, to an amount of one million twenty-seven thousand euro (EUR 1,027,000), by way of the issue of two thousand (2,000) new shares.

Third resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscriptions to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription and payment

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to the two thousand (2,000) newly issued shares of the Company, having a nominal value of fifty euro (EUR 50) each, and to have them fully paid up by way of a contribution in cash in an amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000).

The aggregate amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000) is forthwith at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Meeting resolves to amend Article 5.1. of the Articles which shall be reworded as follows:

“ **5.1.** The corporate capital is fixed at one million twenty-seven thousand euro (EUR 1,027,000), represented by twenty thousand five hundred forty (20,540) shares having a nominal value of fifty euro (EUR 50) each (hereafter referred to as the Shares). The holders of the Shares are together referred to as the Partners.”

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorised any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximatively one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique d'Internos S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.236 (la Société). La Société a été constituée le 3 octobre 2008 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2600 du 24 octobre 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 30 mai 2012 suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1664 du 3 juillet 2012.

A comparu:

Internos Global Investors Limited, une société à responsabilité limitée, constituée et organisée selon les lois en vigueur au Royaume-Uni, ayant son siège social sis au 65, Grosvenor Street, W1K 3JH Londres, Royaume-Uni, enregistrée auprès du registre des sociétés du Royaume-Uni sous le numéro 05948858 (l'Associé unique),

ici représentée par Madame Fatiha Wagner, gérante, demeurant professionnellement au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient les dix-huit mille cinq cent quarante (18.540) parts sociales, sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune, souscrites et entièrement libérées, représentant l'intégralité du capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;

2. augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000) afin de porter le capital social de son montant actuel de neuf cent vingt-sept mille euros (EUR 927.000) représenté par dix-huit mille cinq cent quarante (18.540) parts sociales, sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune, à un montant d'un million vingt-sept mille euros (EUR 1.027.000), par l'émission de deux mille (2.000) nouvelles parts sociales de la Société;

3. souscription aux nouvelles parts sociales et libération de l'augmentation du capital social mentionnée au point 2. ci-dessus;

4. modification de l'article 5.1. des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus;

5. modification du registre des associés de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

6. divers.

Ces faits exposés, la partie comparante, agissant par le biais de son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'enregistrer les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000) afin de porter le capital social de son montant actuel de neuf cent vingt-sept mille euros (EUR 927.000), représenté par dix-huit mille cinq cent quarante (18.540) parts sociales, sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune, à un montant d'un million vingt-sept mille euros (EUR 1.027.000), par l'émission de deux mille (2.000) nouvelles parts sociales de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes et la libération intégrale de l'augmentation du capital social:

Souscription et libération

L'Associé Unique, préqualifié et représenté comme décrit ci-dessus, déclare souscrire aux deux mille (2.000) parts sociales nouvellement émises par la Société, ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000).

Le montant total de cent mille euros (EUR 100.000) est immédiatement à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des Statuts, qui aura désormais le libellé suivant:

“ **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à un million vingt-sept mille euros (EUR 1.027.000) représenté par vingt mille cinq cent quarante (20.540) parts sociales ayant une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune (ci-après désignées comme étant les Parts). Il est fait ci-après référence aux détenteurs de Parts comme étant les Associés.”

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et donnent pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la société en raison du présent acte sont estimés à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire a signé, ensemble avec le notaire, le présent acte original.

Signé: F. WAGNER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 janvier 2014. Relation: LAC/2014/983. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Référence de publication: 2014032323/170.

(140036462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Pure Concept Investment Fund SICAV SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.536.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of February.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of PURE CONCEPT INVESTMENT FUND SICAV SIF (the "Company") an investment company with variable share capital - Specialized Investment Fund, existing in the form of a "société en commandite par actions", with registered office at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 168.536, incorporated by a notarial deed, on the 27th day of April, 2012 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1502 dated 15th day of June, 2012. The articles of incorporation haven't been modified since then.

The meeting was opened at 10.00 o'clock by Mr Benjamin Leclair, CFO, residing professionally in Geneva, Switzerland, being in the chair,

who appointed as secretary Mrs Bérengère HAUSMANN, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Sylvie Bergogne, employee, residing professionally in Paris, France.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I- That the agenda of the present meeting is the following:

- (i) Decision to dissolve and liquidate the Company;
- (ii) Appointment of a liquidator;
- (iii) Determination of the power and remuneration of the liquidator for the liquidation of the Company;
- (iv) Appointment of PricewaterhouseCoopers as auditor to the liquidation;
- (v) Approval of the accounts of the Company for the year ending on 31 December 2012;
- (vi) Miscellaneous.

II. The present extraordinary general meeting has been convened by letter to the holders of registered shares on the 13th day of February, 2014.

The relevant excerpts are at the disposal of the meeting.

III. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

IV. It appears from the attendance list mentioned hereabove, that out of 542,390 shares actually outstanding, 517,356 shares are duly represented at the present general meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to dissolve and liquidate the Company with effect as on this day.

Second resolution

The meeting decides to appoint, subject to the subsequent agreement of the CSSF, as liquidator Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., a company having its registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, registered with the Register of Trade and Companies under the number B 142.389, represented by Mrs Delphine André.

Third resolution

The meeting resolves to confer to the liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the law of 10th August 1915 governing commercial companies, as amended (the «Law»).

The liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders. The liquidator may, under his sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

The liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect fully rely on the books of the Company.

The liquidator shall be remunerated according to standard usage.

Fourth resolution

The meeting decides the appointment of PricewaterhouseCoopers, a company having its registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, registered with the Register of Trade and Companies under the number B 65.477 as auditor to the liquidation.

Fifth resolution

After reading the audit report from Deloitte S.A. regarding the accounts of the Company for the year ending on 31 December 2012, the meeting decides to approve the accounts of the Company for the year ending on 31 December 2012.

There being no further business, the Meeting is closed at 11o'clock.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand euros (2,000.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the Law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the office, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Signé: B. LECLAIR, B. HAUSMANN, S. BERGOGNE, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 février 2014. Relation: LAC/2013/8330. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2014.

Référence de publication: 2014033078/83.

(140036527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Eligo Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné de Eligo Fund au 28 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

Référence de publication: 2014033474/9.

(140037349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

SEB FS Fund Solutions, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné de SEB FS Fund Solutions au 28 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

Référence de publication: 2014033475/9.

(140037350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

HPPD S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 184.924.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, den sechszwanzigsten Februar.

Vor der unterzeichneten Notarin Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Hamburger Pensionskasse von 1905 VVaG, eine nach deutschem Recht gegründete und bestehende, als solche nicht eingetragene Pensionskasse in der Rechtsform eines Versicherungsvereins auf Gegenseitigkeit, mit Sitz in Adenauerallee 21, D-20097 Hamburg,

hier vertreten durch Frau Sabine EBERT, ansässig in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, aufgrund einer am 18. Februar 2014 in Hamburg (Deutschland) erteilten Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die vertretene Erschienene und durch den Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigefügt, um mit demselben registriert zu werden.

Die wie vorstehend beschriebene Erschienene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung einer Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

SATZUNG

Definitionen

Aktie	bezeichnet eine Aktie der Gesellschaft, die einer bestimmten Aktienklasse angehört
Aktienklasse	bezeichnet jegliche Klasse, in der die Gesellschaft Aktien ausgibt

Bankarbeitstag	bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag), an dem die Banken für normale Geschäfte in Hamburg und Luxemburg geöffnet sind
Bewertungstag	bezeichnet den letzten Bankarbeitstag in einem Kalenderquartal. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann auch untervierteljährliche Bewertungstage auf einer ad hoc Basis festlegen
Depotbank	bezeichnet die Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, welche die Depotbankfunktionen im Sinne des Teils 1 des Gesetzes von 2007 ausübt
Hauptverwaltungsstelle	bezeichnet die Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg
Emissionsdokument	bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung
Gesellschafterversammlung	bezeichnet die Gesamtheit der Aktionäre
Gesellschaft oder Fonds	bezeichnet die HPPD S.A. SICAV-SIF
Gesetz von 1915	bezeichnet das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen
Gesetz von 2007	bezeichnet das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen
Gesetz von 2010	bezeichnet das luxemburgische Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen
HPV	bezeichnet die Hamburger Pensionsverwaltung eG
OGAW	bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welche der Richtlinie 85/611/EWG in ihrer jeweils gültigen Fassung unterliegen
OGA	bezeichnet sonstige Organismen für gemeinsame Anlagen
Sachkundige Anleger	bezeichnet gemäß Art. 2 des Gesetzes von 2007 alle institutionellen, professionellen oder sonstigen Anleger, die: <ul style="list-style-type: none"> a) schriftlich bestätigt haben, dass sie das Statut als sachkundiger Anleger einnehmen, und b) (i) mindestens einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (125.000 EUR) in die Gesellschaft investieren oder (ii) eine Beurteilung von den folgenden Stellen erhalten haben, die ihr Wissen, ihre Fachkenntnisse und ihre Erfahrungen im Bereich der angemessenen Einschätzung von Anlagen bescheinigen: <ul style="list-style-type: none"> - ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EC, - eine Investmentgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2004/39/EC oder - eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EC
Satzung	bezeichnet die aktuelle Fassung der Satzung der Gesellschaft

Erster Abschnitt - Name und Rechtsform - Gesellschaftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name und Rechtsform. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé oder SICAV-SIF) unter dem Namen HPPD S.A. SICAV-SIF.

Die Gesellschaft weist eine Mono-Struktur auf.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde von LuxemburgStadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden, keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse in das Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf 15 Jahre errichtet und kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der gültig abgegebenen Stimmen ein oder mehrere Male um jeweils zehn Jahre verlängert werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht in dem Erwerb, in dem Halten, in der Verwaltung sowie in der Veräußerung von Beteiligungen an Unternehmen nach dem Grundsatz der Risikostreuung sowie

unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Die Gesellschaft wird nur solche Beteiligungen eingehen, die nach dem Gesetz von 2007 erlaubte Vermögenswerte sind. Die Ergebnisse der Vermögensverwaltung lässt die Gesellschaft den Aktionären zukommen.

Dazu wird das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung überwiegend in so genannte Private Equity-Anlagen investiert. Anlageschwerpunkt des Fonds sind dabei solche Private Equity-Anlagen, die hauptsächlich unter den folgenden Bezeichnungen geführt werden oder deren Merkmale erfüllen:

- Wagniskapital (venture capital), inklusive Seed- und Start-up Finanzierungen;
- Wachstums- und Expansionsfinanzierungen (Early Stage und Later Stage-Financing);
- Übernahmefinanzierungen sowie Finanzierung von Eignerwechseln (Management Buy-Out, MBO, und Management Buy-In, MBI);
- Mezzanine oder Bridge-Finanzierungen;
- Finanzierung von Replacement-, Restructuring- oder Turnaround-Kapital.

Die Zielanlagen werden hauptsächlich über Private Equity Fonds (die „Zielfonds“) gehalten, die ihrerseits überwiegend mittelbar oder unmittelbar in nicht börsennotierte Unternehmen investieren. Der Fonds wird sich dabei auf das Eingehen bzw. den Erwerb sowie das Halten von Beteiligungen an Zielfonds in Form von Eigenkapitalbeteiligungen, Genussrechten und/oder nachrangigen Forderungen beschränken. Es dürfen ausschliesslich Beteiligungen an Zielfonds erworben werden, bei denen es sich nicht um Konzernunternehmen von der HPV verwalteter Pensionskassen bzw. um Konzernunternehmen der Aktionäre des Fonds handelt.

Das Fondsvermögen kann zudem im Rahmen des kurzfristigen Liquiditätsmanagements in fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten angelegt werden.

Daneben können liquide Mittel gehalten werden.

Zur Absicherung gegen Währungskursverluste bei Anlagen in Fremdwährungen können Währungssicherungsgeschäfte abgeschlossen werden.

Zur Absicherung und zur effizienten Verwaltung des Fondsvermögens sowie zum Laufzeiten- oder Risikomanagement kann der Fonds Derivate einsetzen, sonstige Techniken anwenden und sich weiterer Instrumente bedienen.

Zweiter Abschnitt - Aktien

Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Aktienklassen. Das voll einbezahlte Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR). Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert, ist variabel und entspricht zu jeder Zeit dem Nettoinventarwert aller Aktien der Gesellschaft.

Die Gesellschaft gibt Aktien einer grundsätzlich thesaurierenden Aktienklasse sowie Aktien einer Aktienklasse aus, die die ordentlichen Erträge grundsätzlich ausschüttet.

Das Mindestkapital der Gesellschaft muss eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000.- EUR) betragen und innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds durch die CSSF erreicht werden. Die Basiswährung des Fonds ist der Euro.

Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte der Gesellschaft lediglich für solche Verbindlichkeiten, die der Gesellschaft zuzuordnen sind.

Art. 6. Form der Aktien. Die Aktien des Fonds werden nur in Form von Namensaktien ausgegeben.

Die Eintragung des Namens des Aktionärs im Aktienregister stellt den Nachweis seiner Eigentumsrechte an den betreffenden Namensaktien dar. Ein Eigentümer von Namensaktien erhält eine schriftliche Bestätigung über die von ihm erworbenen Aktien.

Die Gesellschaft stellt keine Aktienzertifikate aus.

Die Aktien können bei der Gesellschaft, der Hauptverwaltungsstelle oder der Depotbank gemäß den Bestimmungen dieser Satzung und des Emissionsdokumentes erworben werden. Die Gesellschaft, die Hauptverwaltungsstelle und die Depotbank werden jederzeit die anwendbaren rechtlichen und sonstigen Vorschriften zum Schutz vor Geldwäsche beachten und können die Identitätsnachweise verlangen, die sie zur Einhaltung der in Luxemburg geltenden Gesetze zur Bekämpfung der Geldwäsche für notwendig erachten. Wird die Übermittlung der angeforderten Nachweise verweigert oder versäumt, kann die Eintragung in das Aktienregister der Gesellschaft verweigert oder verzögert werden.

Die Gesellschaft, die Hauptverwaltungsstelle und die Depotbank können nicht für einen eventuell entstehenden Vermögensschaden aufgrund eines zurückgewiesenen Zeichnungsantrages oder eines zwangsweise Rückkaufes haftbar gemacht werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem diesem Aktienbruchteil zuzuordnenden Nettovermögen.

Art. 7. Aktienregister. Die Gesellschaft führt über alle ausgegebenen Aktien ein Register mit den beteiligungsbezogenen Daten der Aktionäre sowie dem Zeichnungsbetrag, der Anzahl der Aktien und dem Ausgabe- und Rücknahmepreis, oder beauftragt hierfür eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen als Register- und Transferstelle.

Der Eintrag im Aktienregister erbringt den Eigentumsnachweis.

Beteiligungsbezogene Daten sind insbesondere Name, Geschäftssitz, Postanschrift, zuständiges Finanzamt, Steuer-Nummer bzw. Steuer-Identifikationsnummer, die Legitimierung nach dem luxemburgischen Gesetz zur Bekämpfung von Geldwäsche vom 12. November 2004, den entsprechenden Großherzoglichen Verordnungen sowie den einschlägigen Rundschreiben der CSSF in der jeweils gültigen Fassung und die Bankverbindung. Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung seiner Eintragung im Aktienregister.

Jeder Aktionär teilt der Gesellschaft bzw. der Register- und Transferstelle die beteiligungsbezogenen Daten und alle Änderungen unverzüglich schriftlich mit und belegt dies durch geeignete Unterlagen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen an die Aktionäre können rechtsverbindlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift gesendet werden.

Art. 8. Zeichnung der Aktien. Sachkundige Anleger können jederzeit eine Zeichnungsverpflichtung bei der Gesellschaft abgeben. Anhand sämtlicher innerhalb eines Quartals abgegebenen Zeichnungsverpflichtungen wird eine entsprechende Anlegergruppe gebildet. Die Anlegergruppen aufeinanderfolgender Quartale werden mit fortlaufenden ganzen Ziffern benannt.

Mit der Unterzeichnung einer Zeichnungsvereinbarung geben die Anleger eine Verpflichtung ab, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag (in EUR) Aktien während eines bestimmten Bindungszeitraums zu zeichnen. Durch die Zeichnungsvereinbarung verpflichtet sich der Zeichner gegenüber der Gesellschaft, auf Anfordern der Gesellschaft weitere Aktien der Gesellschaft bis zu einem jeweils zwischen dem Zeichner und der Gesellschaft in der Zeichnungsvereinbarung vorgesehenen Höchstbetrag zu zeichnen und das jeweils von der Gesellschaft im Einklang mit der im Emissionsdokument näher beschriebenen Verfahrensweise abgerufene Kapital innerhalb der jeweils geltenden Fristen an die Gesellschaft zu zahlen. Die Pflicht zur Kapitaleinzahlung ist auf diesen Höchstbetrag begrenzt und eine Nachschusspflicht ausgeschlossen. Davon unberührt bleibt die Haftung der Anleger bei Verzug (Artikel 14 dieser Satzung). Die Haftung der Anleger für Verbindlichkeiten des Fonds ist auf die Summe der geleisteten und noch geschuldeten Kapitaleinzahlungen begrenzt.

Der Bindungszeitraum beträgt hierbei 2 Jahre ab dem Datum, an dem die entsprechende Zeichnungsvereinbarung von der Gesellschaft angenommen wurde.

Die Summe der von den Anlegern in den Zeichnungsvereinbarungen eingegangenen Verpflichtungen ergibt das Zeichnungskapital der Gesellschaft.

Nähere Angaben betreffend die Zeichnung der Aktien sowie das weitere Verfahren enthält das Emissionsdokument.

Art. 9. Ausgabe und Übertragung von Aktien. Im Rahmen der Ersten Ziehung werden die Aktien zu einem Preis von einhundert Euro (100.- EUR) ausgegeben.

Danach werden die Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie der betreffenden Aktienklasse ausgegeben, sofern sie an einem Bewertungstag ausgegeben werden. Werden die Aktien an einem anderen Tag als an einem Bewertungstag ausgegeben, so werden sie zu dem letzten verfügbaren Nettoinventarwert pro Aktie der betreffenden Aktienklasse ausgegeben, erhöht um einen Ausgleichszins in Höhe des zu diesem Zeitpunkt ausgewiesenen Referenzzinssatzes EURIBOR plus 400 Basispunkte (d.h. EURIBOR plus 4%), der dem Fonds auf einer pro rata temporis Basis zufließt.

Alle Aktien einer Aktienklasse haben gleiche Rechte. Unverzüglich nach Erhalt des jeweils abgerufenen Kapitals wird der Verwaltungsrat der Gesellschaft die dem gezeichneten Betrag entsprechende Anzahl von Aktien ausgeben. Nach der Ersten Ziehung entspricht die Anzahl der auszugebenden Aktien dabei dem Ergebnis der Teilung des jeweils abgerufenen und erhaltenen Kapitals durch den entsprechenden Nettoinventarwert der Aktien.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnungsvereinbarung angenommen und der Ausgabepreis eingegangen ist.

Der Zeichner wird entsprechend im Aktienregister der Gesellschaft eingetragen, oder dessen Eintrag wird entsprechend angepasst.

Die Anzahl der ausgegebenen Aktien ist grundsätzlich nicht beschränkt. Der Verwaltungsrat behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Aktien vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

Jeder Anleger kann jederzeit seine Aktien an dritte Sachkundige Anleger veräußern.

Soweit und solange die Aktien im Sicherungsvermögen eines gemäß den Bestimmungen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes (VAG) der Versicherungsaufsicht unterliegenden Aktionärs geführt werden, darf über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 VAG bestellten Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügt werden, andernfalls gemäß § 110 VAG nur mit Zustimmung der deutschen Aufsichtsbehörde.

Jede geplante Verfügung eines Aktionärs über von ihm gehaltene Aktien des Fonds ist mindestens 20 Tage vor ihrem Vollzug gegenüber dem Verwaltungsrat unter Angabe des potenziellen Erwerbers und des Kaufpreises anzuzeigen; der Verwaltungsrat hat diese Aktien den übrigen Aktionären namens des veräußerungswilligen Aktionärs zu diesem Preis zum Erwerb anzubieten. Die anderen Aktionäre haben innerhalb von zwei Monaten das Recht, die angebotenen Aktien zu diesem Preis zu erwerben oder eine andere von der HPV verwaltete Pensionskasse zu benennen, die diese Aktien an

ihrer Stelle erwirbt. Nach fruchtlosem Ablauf dieser Frist ist der veräußerungswillige Aktionär berechtigt, seine Aktien zu dem Preis an den Erwerber innerhalb einer Frist von vier Monaten zu veräußern. Will der veräußerungswillige Aktionär seine Aktien zu einem späteren Zeitpunkt oder zu einem geringeren Preis veräußern, so ist erneut das vorbezeichnete Verfahren durchzuführen.

Art. 10. Rücknahme von Aktien. Aktionäre können Aktien der Gesellschaft nicht zurückgeben, d.h. die Aktionäre besitzen gegenüber der Gesellschaft kein Rückgaberecht für ihre Aktien.

Einzig die einseitige Rücknahme von Aktien durch die Gesellschaft ist grundsätzlich möglich, sofern dies den anderen Aktionären nicht zum Nachteil gereicht.

Der Rücknahmepreis entspricht dem zuletzt verfügbaren Nettoinventarwert pro Aktie der betreffenden Aktienklasse.

Die Zahlung des Rücknahmepreises muss innerhalb von zehn (10) Bankarbeitstagen nach dem Tag, an dem der Rücknahmepreis der betreffenden Aktien festgelegt wurde, durch elektronische Überweisung auf ein von dem Aktionär angegebenes Konto geleistet werden.

Im Falle der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien wird auch die einseitige Rücknahme der Aktien ausgesetzt.

Art. 11. Nettoinventarwert. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie einer Aktienklasse ermittelt die Hauptverwaltungsstelle unter Aufsicht der Depotbank für jede Aktienklasse den Wert der anteilig auf die Aktienklasse des Fonds entfallenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig auf die Aktienklasse des Fonds entfallenden Verbindlichkeiten (Nettoinventarwert einer Aktienklasse) an jedem Bewertungstag sowie zusätzlich am letzten Bankarbeitstag des Geschäftsjahres des Fonds und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Aktien der Aktienklasse (Nettoinventarwert pro Aktie einer Aktienklasse).

Dabei werden:

(a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

(b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Gesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;

(c) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

(d) Investmentanteile an OGAWs und/oder OGAs des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

(e) Anteile an OGAWs/OGAs des geschlossenen Typs bzw. an Zielfonds grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, dass an einem Bilanzstichtag eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vorliegt. In diesem Fall sind die Anteile auf den entsprechend niedrigeren Wert abzuschreiben. Ein niedrigerer Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

(f) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(g) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(h) für die Liquidationswerte von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, deren jeweilige Nettoliquidationswerte herangezogen, entsprechend den Richtlinien der Hauptverwaltungsstelle für solche Verträge; die Liquidationswerte von Termingeschäften oder Optionen, die an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Hauptverwaltungsstelle in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

(i) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als 90 Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(j) Zins- und Währungs(FOREX)swaps zu ihrem, unter Bezug auf die betreffende Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;

(k) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Hauptverwaltungsstelle festgelegten Verfahren bestimmt.

Die Hauptverwaltungsstelle kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie dies im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes des Fonds und hinsichtlich des voraussichtlichen Realisierungswertes für angebracht hält.

Wenn die Hauptverwaltungsstelle der Ansicht ist, dass der ermittelte Wert der Aktien an einem bestimmten Bewertungstag den tatsächlichen Wert der Aktien nicht wiedergibt, oder wenn es seit der Ermittlung des Aktienwertes beträchtliche Bewegungen an den betreffenden Börsen und/oder Märkten gegeben hat, kann die Hauptverwaltungsstelle

beschließen, den Aktienwert noch am selben Tag zu aktualisieren. Unter diesen Umständen werden alle für diesen Bewertungstag eingegangenen Anträge auf Zeichnung auf der Grundlage des Aktienwerts eingelöst, der unter Berücksichtigung des Grundsatzes von Treu und Glauben aktualisiert worden ist.

Art. 12. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Aktienwerts zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern, und sofern die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer Markt, an dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds amtlich notiert ist oder gehandelt wird, (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt worden ist;

b) in Notlagen, in denen der Fonds über Anlagen nicht verfügen kann, oder in denen es ihm unmöglich ist, den Gegenwert der gekauften oder verkauften Vermögensgegenstände frei zu übertragen oder den Aktienwert ordnungsgemäß zu berechnen.

Die Gesellschaft wird die Aussetzung der Aktienwertberechnung, sofern diese länger als drei (3) Bankarbeitstage andauert, den Aktionären unverzüglich in angemessener Weise mitteilen. Während der Dauer der Aussetzung der Aktienwertberechnung können Aktionäre ihre Kaufaufträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Kaufaufträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Aktienwertberechnung festgestellten Ausgabepreisen abgerechnet.

Art. 13. Haftung der Aktionäre. Die Haftung der Aktionäre für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft ist auf die Höhe ihrer Zeichnungsverpflichtung, d.h. auf die Summe der geleisteten und noch geschuldeten Kapitaleinzahlungen, begrenzt. Eine Nachschusspflicht besteht nicht.

Art. 14. Säumige Aktionäre. Zahlt ein Aktionär innerhalb der festgelegten Frist entgegen seiner Zeichnungsvereinbarung nicht, obwohl ihm eine Zahlungsaufforderung in Textform an die im Aktienregister verzeichneten Kontaktdaten zugesandt wurde, kann der Verwaltungsrat den betreffenden Aktionär zum säumigen Aktionär erklären, mit der Folge, dass:

i. er ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug gerät. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der säumige Aktionär für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von jährlich 4 % - Punkte über dem Euro-Libor für 3-Monats-Gelder. Darüber hinaus kann er für weitere durch den Verzug entstehende Schäden in Haftung genommen werden; und

ii. Ausschüttungen an den säumigen Aktionär aufgerechnet oder zurückgehalten werden können, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Leistet ein säumiger Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung nicht innerhalb einer Frist von vier (4) Wochen die ausstehenden Zahlungen zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, kann der Verwaltungsrat, unbeschadet aller weiteren rechtlich zulässigen Maßnahmen, die folgenden Maßnahmen ergreifen:

i. vollständige oder teilweise Zwangsrücknahme der Aktien des säumigen Aktionärs durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Rücknahmepreises in Höhe von achtzig (80) Prozent des zuletzt verfügbaren Nettoinventarwertes der betroffenen Aktien;

ii. Einräumung des Rechts an die nicht-säumigen Aktionäre, die Aktien des säumigen Aktionärs zu einem Preis in Höhe des unter (i) definierten Zahlungsbetrages oder, falls dieser Betrag niedriger ist, zum Verkehrswert dieser Aktien ganz oder teilweise zu erwerben; in diesem Fall ist immer auch die Verpflichtung zur Leistung der anteiligen, noch offenen Zeichnungsverpflichtung des säumigen Aktionärs pro rata vom erwerbenden nicht-säumigen Aktionär zu übernehmen;

iii. ausgleichslose Kürzung der Zeichnungsverpflichtung des säumigen Aktionärs; und/oder

iv. sofern die nicht-säumigen Aktionäre von ihrem Erwerbsrecht nach (ii) nicht oder nur teilweise Gebrauch machen, kann der Verwaltungsrat neue Aktionäre zulassen, welche diese Aktien einschließlich der Verpflichtung zur Leistung der noch offenen Zeichnungsverpflichtung des säumigen Aktionärs zu einem Preis in Höhe des unter (ii) definierten Zahlungsbetrages dieser Aktien ganz oder teilweise erwerben.

Der an den säumigen Aktionär zu zahlende Rücknahmepreis reduziert sich um aufgelaufene Verzugszinsen und um einen etwaigen weiteren Verzugschaden der Gesellschaft, der unter anderem in Zwischenfinanzierungskosten bestehen kann.

Art. 15. Beschränkung und Zwangsrücknahme von Aktien. Die Gesellschaft kann die Aktien eines säumigen Aktionärs und/oder eines nicht Sachkundigen Anlegers zwangsweise zurücknehmen.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen den Erwerb von Eigentum an Aktien untersagen, wenn er der Ansicht ist, dass ein solcher Eigentumserwerb

i. zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft gehen;

ii. zu einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland führen könnte;

iii. dazu führen könnte, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder

iv. den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft alle geeigneten Maßnahmen ergreifen, insbesondere die Ausgabe von Aktien sowie die Zustimmung zu Verfügungen über Aktien verweigern, von Aktionären alle nach ihrem Ermessen erforderlichen Informationen verlangen und deren Richtigkeit an Eides Statt versichern lassen sowie eine Zwangsrücknahme nach Maßgabe des folgenden Absatzes einleiten:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär eine Rücknahmebenachrichtigung

zusenden. Die Rücknahmebenachrichtigung gibt die zurück zu gebenden Aktien und den zu zahlenden Rücknahmepreis an. Die Rücknahmebenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift zugesandt werden. Mit Büroschluss des in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Aktien.

ii. Der Rücknahmepreis entspricht achtzig (80) Prozent des am Tag der Rücknahmebenachrichtigung zuletzt verfügbaren Nettoinventarwertes der betroffenen Aktien.

iii. Der Rücknahmepreis wird dem Aktionär durch die Gesellschaft bei einer Bank, welche in der Rücknahmebenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rücknahmepreis dem betroffenen Aktionär auszahlen. Nach Hinterlegung des Rücknahmepreises können Personen, die auf die in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Aktien einen Rechtsanspruch behaupten, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des letzten vor der Zwangsrücknahme der Aktien im Aktienregister eingetragenen Eigentümers, den hinterlegten Rücknahmepreis ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Eigentum sich die Aktien befinden.

Der an den Aktionär zu zahlende Rücknahmepreis ist in Raten zahlbar. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen die Gesellschaft an die übrigen Aktionäre ausschüttet. Jede einzelne Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der ausgeschiedene Aktionär erhalten hätte, wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

Dritter Abschnitt - Verwaltung und Aufsicht

Art. 16. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs (6) Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären auf der Gesellschafterversammlung gewählt. Die Gesellschafterversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mit der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes kann die freiwerdende Stelle durch Beschluss der verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates vorläufig besetzt werden. Die Aktionäre werden auf der nächsten Gesellschafterversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung des nachfolgenden Verwaltungsratsmitgliedes treffen.

Art. 17. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Gesellschafterversammlungen schreibt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Gesellschafterversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder, im Falle der Gesellschafterversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführers und beigeordneten Geschäftsführers, sowie einfache Angestellte mit der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft betrauen. Diese Mandate können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, welche ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in denen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax, E-Mail oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax, E-Mail oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen ausführen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert, und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren geführt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen gleich, die auf Verwaltungsratssitzungen gefasst worden sind. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax, E-Mail oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Die Gesamtheit dieser Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 18. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der in dieser Satzung und im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik zu veranlassen und auszuführen. In diesem Zusammenhang kann der Verwaltungsrat auch Verträge mit Dienstleistern, wie etwa mit Anlageverwaltern und mit Anlageberatern, abschließen.

Alle Befugnisse, die gesetzlich nicht ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, liegen beim Verwaltungsrat. Er kann die Ausführung der täglichen Geschäftsführung durch Beschluss auf einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder auf dritte, natürliche oder juristische Personen übertragen.

Art. 19. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 20. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung, einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln, und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden, und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Die Verantwortung des Verwaltungsrates für Handlungen und Erklärungen der Gesellschaft bleibt von der Übertragung von Befugnissen unberührt.

Art. 21. Risikomanagement und Interessenkonflikt. Die Gesellschaft unterhält ein Risikomanagementsystem, um das mit den Anlagen verbundene Risiko und seine Auswirkungen auf das Gesamtrisikoprofil des Portfolios angemessen zu ermitteln, zu bewerten, zu steuern und zu beobachten.

Die Gesellschaft kann das Risikomanagement delegieren. Nähere Regelungen zum Risikomanagement enthält das Emissionsdokument.

Die Gesellschaft trifft geeignete organisatorische und administrative Vorkehrungen und Maßnahmen, um Interessenkonflikte zu ermitteln, ihnen vorzubeugen und sie beizulegen, ohne die Interessen der Gesellschaft und ihrer Aktionäre zu beeinträchtigen.

Insbesondere werden Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht dadurch behaftet oder deshalb ungültig, weil die Gesellschaft oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Geschäftsführer, Gesellschafter, leitender oder einfacher Angestellter sind. Die Gesellschaft und jeder Angestellte der Gesellschaft, der als Geschäftsführer, Gesellschafter, leitender oder einfacher Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern die Gesellschaft oder ein Angestellter der Gesellschaft an einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein gegenüber den Interessen der Gesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird die Gesellschaft oder dieser Angestellte dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Bera-

tungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das gegensätzliche persönliche Interesse an die nächste Gesellschafterversammlung berichtet. Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Entschlüsse der Gesellschaft im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit, die zu normalen bzw. verkehrüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

Gegensätzliche persönliche Interessen im Sinne der vorstehenden Bestimmungen werden nicht allein durch eine Verbindung mit einer Angelegenheit, eine bestimmte Stellung oder einen bestimmten Geschäftsvorfall begründet. Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen gegensätzliche persönliche Interessen genauer bezeichnen.

Art. 22. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütung für Verwaltungsratsmitglieder wird von den Aktionären auf der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfasst auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche sind durch ein vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten, Untreue oder Betrug des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst.

Vierter Abschnitt - Gesellschafterversammlung und Alleinaktionär

Art. 23. Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft dar. Die auf der Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß gefassten Beschlüsse binden alle Aktionäre. Die Gesellschafterversammlung übt ihre Befugnisse gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen aus.

Die ordentliche Gesellschafterversammlung wird jährlich am dritten Mittwoch des Monats April um 11.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2015 am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen im Einladungsschreiben angegebenen Ort abgehalten. Fällt dieser Tag nicht auf einen Bankarbeitstag im Großherzogtum Luxemburg, so wird die ordentliche Gesellschafterversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Außerordentliche Gesellschafterversammlungen finden auf schriftlichen Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, oder auf Initiative des Verwaltungsrates der Gesellschaft statt. Wird in einem solchen Fall die außerordentliche Gesellschafterversammlung nicht innerhalb von zwölf (12) Wochen nach Zugang des Antrages einberufen, so ist der Antragsteller berechtigt, die Gesellschafterversammlung selbst wirksam einzuberufen.

Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats der Gesellschaft außergewöhnliche Umstände dies erfordern oder sinnvoll erscheinen lassen.

Die Gesellschafterversammlung wird durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft per Einschreiben an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift der Aktionäre unter Wahrung der gesetzlichen Fristen einberufen. Bei der Einberufung ist die Tagesordnung bekanntzugeben, die wenigstens die gesetzlich vorgegebenen Tagesordnungspunkte beinhalten muss. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Aktionäre auf schriftlichen Antrag eines Aktionärs oder einer Gruppe von Aktionären zusammentreten, in denen der Verwaltungsrat jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Die Gesellschaft ist nicht verpflichtet, mit der Einberufung zur jährlichen Gesellschafterversammlung den Jahresbericht, den Bericht des Wirtschaftsprüfers und den Lagebericht an die Aktionäre zu übermitteln. Mit der Einberufung werden die Aktionäre darüber informiert, wie ihnen diese Unterlagen zur Verfügung gestellt werden, sowie darauf hingewiesen, dass der einzelne Aktionär die Zusendung dieser Unterlagen an sich verlangen kann.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann eine Gesellschafterversammlung auch ohne schriftliche Einberufung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann weitere Bedingungen festlegen, unter denen die Aktionäre zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung berechtigt sind, soweit diese Bedingungen sachgerecht und angemessenen sind.

Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn sämtliche Aktionäre ordnungsgemäß geladen sind, der Verwaltungsratsvorsitzende anwesend oder vertreten ist und, für den Fall der Änderung dieser Satzung oder der Auflösung der Gesellschaft oder einer Aktienklasse, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist.

Die Aktionäre fassen ihre Beschlüsse während der Gesellschafterversammlung mit der einfachen Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen, soweit sich aus dem Gesetz oder dieser Satzung nichts anderes ergibt. Für den Fall der Änderung der Satzung oder der Auflösung der Gesellschaft oder einer Aktienklasse bedürfen die Beschlüsse einer Mehrheit von zwei Dritteln der gültig abgegebenen Stimmen. Ungültige Stimmen und Enthaltungen gelten als nicht abgegebene Stimmen. Ein mit dieser Mehrheit getroffener Beschluss bindet auch diejenigen Aktionäre, die ihm nicht zugestimmt haben.

Soweit Beschlüsse der Aktionäre in Rechte der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse eingreifen würden, können diese Beschlüsse nur wirksam gefasst werden, wenn den Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und an die Mehrheitsverhältnisse auf der Ebene der betreffenden Aktienklasse Genüge getan wird.

Jede Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung von einer anderen Person, die nicht Aktionär sein muss und die Verwaltungsratsmitglied sein darf, durch eine schriftliche Vollmacht vertreten lassen.

Die Beschlüsse der Aktionäre während der Gesellschafterversammlung werden protokolliert, und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder seinem Stellvertreter, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet.

Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diese Aktienklasse betreffen. Die vorgenannten Bestimmungen gelten entsprechend.

Nach Abschluss eines jeden Geschäftsjahres muss die Gesellschaft innerhalb der gesetzlich festgelegten Fristen den Aktionären einen Jahresbericht vorlegen, der neben dem geprüften Jahresabschluss einen ausführlichen Bericht über die Entwicklung der Vermögenswerte der Gesellschaft enthält. Hierzu können insbesondere die Jahresberichte der Zielfonds als Grundlage herangezogen werden.

Jeder Aktionär erhält darüber hinaus ungeprüfte, vierteljährliche Berichte über die Entwicklung der Vermögenswerte der Gesellschaft. Diese Berichte sollen insbesondere Auskunft über die Entwicklung der von der Gesellschaft erworbenen Beteiligungen an den Zielfonds und deren Portfoliogesellschaften geben. Auch hierzu können insbesondere die Quartalsberichte der Zielfonds herangezogen werden.

Art. 24. Alleinaktionär. Die Aktien der Gesellschaft können zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt im Eigentum eines einzigen Aktionärs stehen. In diesem Fall übt dieser Aktionär alle Aktionärsrechte allein aus.

Fünfter Abschnitt - Geschäftsjahr und Jahresabschlüsse Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses

Art. 25. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Wirtschaftsprüfer. Das erste Geschäftsjahr beginnt bei Gründung der Gesellschaft und endet am 30. November 2014. Die weiteren Geschäftsjahre beginnen jeweils am 01. Dezember und enden jeweils am 30. November des darauf folgenden Jahres.

Der Verwaltungsrat hat innerhalb der handelsrechtlich vorgegebenen Fristen unter Beachtung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung und Bilanzierung für Kapitalgesellschaften sowie der Vorschriften im Großherzogtum Luxemburg, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft in Euro aufzustellen.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Gesellschafterversammlung ernannt wird und dessen Vergütung von der Gesellschaft zu tragen ist.

Die Gesellschaft ist verpflichtet, der CSSF die Berichte und schriftlichen Kommentare des Wirtschaftsprüfers, die im Rahmen seiner Kontrolle der Jahresabschlüsse entstehen, spontan mitzuteilen.

Art. 26. Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses. Die Aktien der Klasse T sind grundsätzlich thesaurierend, während die auf die Aktien der Klasse A entfallenden ordentlichen Erträge grundsätzlich an die Aktionäre ausgeschüttet werden. Das Mindestgesellschaftsvermögen darf hierdurch nicht unterschritten werden.

Ausschüttungen werden den am Ausschüttungstag umlaufenden Aktien zugerechnet.

Ansprüche auf Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungsmitteilung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist der Fonds jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge auch nach Ablauf dieser Frist an die Aktionäre auszuzahlen.

Geleistete Ausschüttungen können vom Fonds zurückgefordert werden, wenn sich der Fonds unvorhersehbaren und berechtigten Zahlungsansprüchen ausgesetzt sieht, etwa Rückzahlungsforderungen von Zielfonds gegenüber dem Fonds oder Entschädigungsforderungen, die dazu berechnete Personen gegenüber dem Fonds stellen. Ausschüttungen können jedoch nur innerhalb von 24 Monaten nach der tatsächlichen Ausschüttung an einen Aktionär zurückgefordert werden und nur, soweit sie einen Betrag in Höhe von insgesamt 10% der gesamten Ausschüttungen an den Aktionär nicht übersteigen. Zur Erfüllung seiner Verpflichtungen hat der Fonds vorrangig auf vorhandene Liquidität und auf bestehende Kapitalzusagen zurückzugreifen, und darf erst danach geleistete Ausschüttungen zurückfordern.

Sechster Abschnitt - Depotbank

Art. 27. Depotbank. Als Depotbank des Fonds fungiert die Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A. 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Sie ist zur Ausübung von Bankgeschäften aller Art im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweils gültigen Fassung zugelassen.

Ihre Funktion richtet sich nach den Bestimmungen von Teil 1 des Gesetzes von 2007 und der Satzung der Gesellschaft. Die Depotbank handelt unabhängig von der Gesellschaft und ausschließlich im Interesse der Aktionäre.

Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung verfügt werden kann. Die Depotbank ist berechtigt, unter ihrer Verantwortung Wertpapiere des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in technische Unterverwahrung zu geben. Die Haftung der Depotbank gegenüber der Gesellschaft und deren Aktionäre bleibt von einer solchen Beauftragung unberührt.

Die Depotbank zahlt der Gesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Gesellschaft, die ihr selbst zustehenden Entgelte. Die Regelungen betreffend die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleiben unberührt.

Depotbank und Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei (3) Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird jedoch erst wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen von Teil 1 des Gesetzes von 2007 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt. Bis zum Zeitpunkt der Übernahme wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten und Funktionen in vollem Umfang nachkommen.

Die Depotbank wurde außerdem mit den Aufgaben der Register- und Transferstelle sowie der Zahlstelle beauftragt.

Siebter Abschnitt - Auflösung und Liquidation der Gesellschaft - Auflösung und Verschmelzung von Aktienklassen - Wirtschaftsprüfer

Art. 28. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und unter Einhaltung der Bedingungen, die an eine Satzungsänderung zu stellen sind, aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des gesetzlichen Mindestgesellschaftskapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, die ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des gesetzlichen Mindestgesellschaftskapitals fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorum abgehalten und kann die Auflösung von den Aktionären beschlossen werden, die ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen, stimmberechtigten Aktien halten.

Die Gesellschafterversammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können, und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Gesellschafterversammlung ernannt werden müssen; letztere beschließt auch über ihre Befugnisse und ihre Vergütung.

Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte des Fonds unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen.

Die Liquidation der Gesellschaft muss grundsätzlich innerhalb von neun (9) Monaten abgeschlossen sein. Falls der Abschluss der Liquidation der Gesellschaft innerhalb dieser Frist nicht möglich ist, muss eine Verlängerung dieser Frist bei der CSSF beantragt werden. Die Liquidationserlöse, die von den Aktionären nicht eingefordert wurden, werden während des gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraums und entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Art. 29. Auflösung von Aktienklassen. Eine Aktienklasse kann auf Vorschlag des Verwaltungsrates durch Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden. Die in vorstehendem Artikel über die Auflösung der Gesellschaft vorgesehenen Regelungen gelten entsprechend.

Achter Abschnitt - Schlussbestimmungen

Art. 30. Emissionsdokument. Die Gesellschaft veröffentlicht ein Emissionsdokument gemäß den gesetzlichen Bestimmungen. Das Emissionsdokument kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates geändert oder ergänzt werden. Soweit Regelungen im Emissionsdokument betroffen sind, die eine Änderung der Satzung erfordern, ist der Verwaltungsrat zur Änderung des Emissionsdokumentes erst berechtigt, wenn die Satzung im Rahmen einer Gesellschafterversammlung nach Artikel 24 dieser Satzung geändert worden ist. Materielle Änderungen oder Ergänzungen des Emissionsdokumentes treten gemäß den einschlägigen Bestimmungen der luxemburgischen Gesetze in Kraft.

Art. 31. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann im Rahmen einer Generalversammlung nach Artikel 23 dieser Satzung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach dem luxemburgischen Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Art. 32. Anwendbares Recht. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz von 1915, dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 2010 zu lösen.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 30. November 2014.
- 2) Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im April 2015 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet und bar eingezahlt:

Einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), zerlegt in drei hundert zehn (310) Aktien ohne Nennwert, durch die Hamburger Pensionskasse von 1905 VVaG.

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden mit zweitausendachthundert Euro (2.800.- EUR) veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915, wie abgeändert, über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Die Hamburger Pensionskasse von 1905 VVaG, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) festgesetzt. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt bis zum Abschluss der Prüfung des ersten Geschäftsjahres:
 - Max VON FRANTZIUS (Vorsitzender),
 - Thomas SCHMIDT; und
 - Danial KRÜGER.
3. Als unabhängiger Abschlussprüfer wird bis zum Abschluss der Prüfung des ersten Geschäftsjahres KPMG Luxembourg, mit Gesellschaftssitz in 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 149.133, bestellt.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in deutscher Sprache abgefasst wurde.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text der Erschienenen vorgelesen wurde, deren Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.
Signé: S. Ebert et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 février 2014. LAC/2014/9097. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75.-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2014.

Référence de publication: 2014034128/623.

(140038562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2014.

**BR Artemis S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,
(anc. MGP Artemis S.à r.l. SICAR).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 134.654.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of the month of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Were adopted the resolutions of the sole shareholder of the Company, (the Meeting), an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) subject to the Luxembourg act of 15 June 2004 relating to the SICAR, as amended (2004 Act), organised under the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 November 2007, published in the Official Gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C), under number 166 on 22 January 2008, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 134.654, having a share capital of EUR 2,352,500.- (the Company).

The sole shareholder of the Company, being BR Europe (Lux) III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 129.066 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Benoit Kelecom, Lawyer, residing professionally in 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be submitted at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Sole Shareholder, has requested the undersigned notary to record the following:

1. the Sole Shareholder is the holder of all the 94,100 (ninety four thousand one hundred) Class A shares issued by the Company representing the entire subscribed share capital of the Company amounting to EUR 2,352,500.- (two million three hundred and fifty two thousand five hundred euro);

2. the agenda is worded as follows:

1. decision to change the name of the Company from MGP Artemis S.à r.l. SICAR to BR Artemis S.à r.l. SICAR;
2. subsequent decision to amend article 1 of the articles of incorporation of the Company (the Articles); and
3. miscellaneous.

The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company from MGP Artemis S.à r.l. SICAR to BR Artemis S.à r.l. SICAR.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves subsequently to amend article 1 paragraph 1 of the Articles as follows:

1. Art. 1. Form and Name. There exists an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) established as a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "BR Artemis S.à r.l. SICAR" (the Company).

Statement - Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of the present deed, is approximately evaluated at EUR 1,200.-.

There being no further business on the agenda, the chairman adjourns the Meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, whom is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said party appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: B. KELECOM et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 février 2014. Relation: LAC/2014/8895. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2014.

Référence de publication: 2014034211/60.

(140038847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2014.

FCRE 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.469.

En date du 23 décembre 2013, l'unique associé de la Société a changé de nom.

Aircraft Solutions VIII (Offshore) LLC. est devenu: CL III REO (Offshore) LLC

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2014.

Pour la Société

Pedro Fernandes das Neves

Gérant

Référence de publication: 2014013777/15.

(140015854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

EPF Acquisition Co 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 174.259.

—
Extrait du contrat de vente et d'achat de parts sociales signé à Luxembourg en date du 23 janvier 2014.

En date du 23 janvier 2014, la société Apollo EPF II Partnership a revendue ses douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune détenues dans la société EPF Acquisition Co 1 S.à r.l. à la société Lunar Holding S.à r.l..

La société Lunar Holding S.à r.l. détient douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) de la société EPF Acquisition Co 1 S.à r.l. et en est, dès lors, l'associé unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014013747/15.

(140016199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

SportFitness Connection Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6155 Weyer (Junglinster), Maison 4.
R.C.S. Luxembourg B 89.774.

—
Les Comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/01/2014.

Pour SportFitnessConnection S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2014014230/12.

(140016285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

P.M.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 26.277.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014014129/11.

(140015700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Oceanis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 114.298.

—
Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCEANIS S.A.

Jacopp ROSSI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014014110/12.

(140015293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Novalex Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 92.748.

—
Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014014097/10.

(140016318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Panis, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 29, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 112.509.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014014145/10.

(140016666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Proauto S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1131 Luxembourg, 25, rue Antoine.

R.C.S. Luxembourg B 115.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Proauto S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2014014141/11.

(140015267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Pah West Europe 2 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.866.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014143/10.

(140015682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Païperlek Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 303.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 175.387.

Il résulte des décisions du conseil de gérance de la Société prises en date du 11 décembre 2013 que le siège social est transféré au 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à compter du 1^{er} janvier 2014.

De plus, il résulte des décisions de l'assemblée extraordinaire des associés de la Société prises en date du 20 décembre 2013 qu'ont été acceptées:

- la démission de M. Dominique Robyns, résidant professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 20 décembre 2013;

- la nomination de M. Grégory Centurione, résidant professionnellement au 89A, rue Pafebruch, L-8308, Capellen, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 20 décembre 2013.

La Société prend également acte que l'adresse de M. Benoît Chéron, gérant de la société, est située au 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à compter du 1^{er} janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014014130/20.

(140015584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

SMI Groupe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 37, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 151.183.

—
Suivant la cession de parts sociales sous seing privé du 16 octobre 2013, Monsieur Simon Michael SMALLBONE, marketing consultant, né le 06 mai 1975 à Bristol (Royaume Uni), demeurant à L-5450 Stadtbredimus, 15, Wengertswee, a cédé ses cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,00 (cent vingt-cinq euros) chacune dans la société à responsabilité limitée SMI GROUPE S.à r.l. à Monsieur John STERNON, pilote, né à Bastogne (Belgique), le 12 mars 1971, demeurant à L-5450 Stadtbredimus, 37, Waistroos.

De ce fait, Monsieur John STERNON est devenu l'associé unique de la société SMI GROUPE S.à r.l.

Le 16 octobre 2013, l'associé unique la Société à Responsabilité Limitée «SMI GROUPE S.à r.l.» a pris les résolutions suivantes:

Il a décidé d'accepter la démission de Monsieur Simon Michael SMALLBONE comme gérant de la société.

A été nommé en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée:

Monsieur John STERNON, pilote, né à Bastogne (Belgique), le 12 mars 1971, demeurant à L-5450 Stadtbredimus, 37, Waistroos.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

En date du 24 janvier 2014, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société à l'intérieur de la commune de 15, Wengertswee, L-5450 Stadtbredimus à L-5450 Stadtbredimus, 37, Waistroos.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SMI Groupe S.à r.l.

Référence de publication: 2014014264/24.

(140016095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

SITA Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.057.

—
Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014014260/12.

(140015646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

SIT MOBILE Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 160.713.

—
J'ai accepté le poste de gérant unique de la société à responsabilité limitée SIT MOBILE Luxembourg en date du 2 mai 2011.

Je vous prie de prendre acte ce jour de ma décision de démissionner du poste de gérant unique.

MOERSDORF, le 19 décembre 2013.

Guillermo Morales Lopez.

Référence de publication: 2014014259/11.

(140016257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Siena Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 81.578.

—
Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014014253/10.

(140016338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Schlossberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 143.548.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014244/11.

(140015670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Schrainer Wierkstat S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9360 Brandenbourg, 22, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 109.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014014245/10.

(140015778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Tempus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 149.243.

L'adresse et le siège social d'un des associés de la Société, LSF Tempus Holdings II S.à r.l., ont été transférés avec effet au 1^{er} janvier 2014 à l'adresse suivante:

- Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

D'autre part, l'adresse professionnelle des gérants A de la Société, (i) M. Patrick Steinhauser et (ii) M. Philippe Detournay, a été transférée avec effet au 1^{er} janvier 2014 à l'adresse suivante:

- Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

Conseil de gérance de la Société:

- M. Patrick Steinhauser, résidant professionnellement au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

- M. Philippe Detournay, résidant professionnellement au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

- M. Vincenzo Arnó, résidant professionnellement au 33 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014014300/24.

(140015376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

T&F Tax and Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 111.822.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014014292/10.

(140016090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

SYSTEMAT Luxembourg PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8303 Capellen, 77-79, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 110.102.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 19 décembre 2013.

Unique Résolution

«L'assemblée générale décide d'approuver le renouvellement du mandat du réviseur d'entreprise agréé de la société PricewaterhouseCoopers, Société coopérative de droit luxembourgeois ayant son siège social: 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

Le mandat du réviseur d'entreprise agréé prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale de 2014.»

Adresse du réviseur d'entreprise:

PricewaterhouseCoopers S.C.

400, Route d'Esch

L-1014 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SYSTEMAT Luxembourg PSF S.A.

Référence de publication: 2014014288/20.

(140015556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Portrea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 160.231.

—
Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014014167/10.

(140016339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Phoenix Manufacturing and Trading A.G., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 56.269.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014014161/10.

(140016160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Providance Music S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 78.335.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014014174/9.

(140016484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.
